
Admissibilité des preuves par ouï-dire et droit de contre-interrogatoire en matière pénale

DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE (Art. 6 CEDH)

Nicolas Hervieu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10877>

DOI : 10.4000/revdh.10877

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Nicolas Hervieu, « Admissibilité des preuves par ouï-dire et droit de contre-interrogatoire en matière pénale », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 18 décembre 2011, consulté le 09 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10877> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.10877>

Ce document a été généré automatiquement le 9 février 2021.

Tous droits réservés

Admissibilité des preuves par ouï-dire et droit de contre-interrogatoire en matière pénale

DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE (Art. 6 CEDH)

Nicolas Hervieu

- 1 **Un nouveau front dans la bataille entre Strasbourg et Londres ?** Telle était la question qui a progressivement pris corps au lendemain de la condamnation du Royaume-Uni en janvier 2009 pour violation du droit à un procès équitable (Cour EDH, 4^e Sect. 20 janvier 2009, *Al-Khawaja et Tahery c. Royaume-Uni*, Req. n° 26766/05 et 22228/06). En effet, moins d'un an après, la Cour suprême du Royaume-Uni a explicitement refusé d'appliquer à deux autres affaires soulevant des questions similaires la jurisprudence cristallisée au sein de l'arrêt *Al-Khawaja et Tahery c. Royaume-Uni* (Cour suprême du Royaume-Uni, 9 décembre 2009, *R. v. Horncastle and others*, [2009] UKSC 14). Le 15 décembre 2011, la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme a enfin tranché cette affaire au moyen d'un long et riche arrêt. A une majorité de quinze juges contre deux, **le dispositif de condamnation est partiellement renversé**, ce qui témoigne d'une **évolution importante dans les motifs et le raisonnement européens**. Au-delà même de l'inflexion jurisprudentielle du droit au procès équitable et du droit de contre-interrogatoire qu'elle révèle, cette issue contentieuse ne peut manquer d'être appréciée à la lueur du **contexte toujours tendu entre le Royaume-Uni et la Cour européenne des droits de l'homme**, notamment au sujet du droit de vote des détenus (pour mémoire, v. ADL du 10 septembre 2011 et ADL du 27 novembre 2011 au point 3°).

*

- 2 Cour EDH, G.C. 15 décembre 2011, *Al-Khawaja et Tahery c. Royaume-Uni*, Req. n° 26766/05 et 22228/06